



Paris, le 5 novembre 2013

A l'attention de M. Le président du Sénat, Jean-Pierre BEL

Monsieur le Président,

Les syndicats français de journalistes (SNJ, SNJ-CGT, CFDT-journalistes), membres de la Fédération européenne des journalistes (FEJ 300.000 membres), appellent à la formation urgente d'une commission d'enquête parlementaire suite au lâche assassinat commis samedi contre nos deux confrères de RFI en mission au nord Mali.

Nous voulons symboliquement en faire la demande officielle au moment où est célébrée la traditionnelle journée européenne des journalistes sous l'égide de la FEJ (Stand up with journalism) le 5 novembre.

En effet, une fois l'émotion et l'indignation exprimées avec force par tous après l'annonce de la mort tragique de Ghislaine Dupont et Claude Verlon, de nombreuses questions restent, à nos yeux, sans réponse.

Pourquoi la force Serval en place au Mali ne les a pas protégés et a refusé de les transporter ?

Est-il exact qu'un appareil militaire (hélicoptère et ou avion) a survolé la zone sans trouver leur trace ?

Quels sont les commanditaires de l'assassinat des deux salariés de RFI ?

Comment ont-ils pu être kidnappés à Kidal, sans réaction immédiate des forces présentes ?

Nous devons aussi rappeler que des otages français sont toujours détenus quelque part au Sahel, malgré la libération de quatre de nos compatriotes. Mais là encore les conditions de leur élargissement restent sur de nombreux points énigmatiques. Quel est le rôle d'Areva dans cette zone ? Quid des réseaux de la Françafrique ? Y a-t-il un lien avec la mort des journalistes français ?

La disparition brutale de nos deux collègues de RFI témoigne de la difficulté des journalistes et des techniciens des medias à faire leur travail. 120 journalistes de par le monde ont été tués dans l'exercice de leur mission l'an dernier, selon les chiffres de la Fédération internationale des Journalistes.

Un constat dramatique qui montre qu'à l'instar de nos deux confrères de RFI, s'il n'y avait pas de journalistes sur le terrain en Syrie, comme en Afghanistan, au Mali, ou dans des pays où le droit d'expression est baillonné (Iran, Irak, Pakistan, Russie, Turquie etc), l'information serait totalement inexistante.

Les « saigneurs » de la guerre et leurs commanditaires de tous ordres kidnappent et tuent les journalistes pour faire peur, intimider. Mais surtout au-delà du symbole que représentent les journalistes, ils commettent ces crimes pour continuer à imposer la loi du silence et exercer leur pouvoir de nuisance sans témoins.

Cette impunité doit cesser une fois pour toute.

Ne doit-on pas enfin faire vivre les résolutions de l'ONU sur la protection des journalistes, comme le demande la FIJ ? Par exemple en exigeant une protection des journalistes dans les zones de conflit. Mais aussi en entraînant pour les preneurs d'otages et pour ceux qui tuent et embastillent les journalistes une condamnation pour crimes passibles de la CPI?

Nous nous adressons donc solennellement aux présidents de l'Assemblée et du Sénat et aux groupes parlementaires pour leur demander de mettre en place urgemment une commission d'enquête parlementaire après la mort de Ghislaine Dupont et Claude Verlon.

Leur mort ne peut rester impunie.

SNJ, SNJ-CGT, CFDT Journalistes